

Nous sommes prêts

A Rennes, devant 18 000 personnes, François Hollande, à 18 jours du premier tour, a annoncé, dans les détails, ce qu'il fera s'il est élu le 6 mai. Le président sortant se refuse à annoncer son programme, mais on sait déjà que ce sera son bilan, en pire.

Dans un souci de transparence, de manière à ce que les électeurs puissent se prononcer en connaissance de cause, François Hollande a indiqué ce que seraient ses premières décisions après le 6 mai.

« Trois principes me guideront », a précisé le candidat socialiste. « La cohérence. Celle du projet, celle de la décision, celle de l'action. Le second principe c'est la clarté. Tout sera dit. Et si des difficultés nouvelles ou inattendues surgissaient, je le dirais aux Français. Et je ne ferai aucune promesse que je ne serai capable de tenir. Car je ne veux pas décevoir. Et le troisième principe c'est la rapidité. Parce que quand il y a urgence, quand nos concitoyens vivent l'épreuve, la souffrance, la dureté des temps, les pouvoirs publics, ceux qui ont reçu mandat du suffrage universel, doivent prendre des mesures tout de suite. »

D'abord, François Hollande désignera un premier ministre, « qui ne sera pas un collaborateur », a-t-il précisé. La rémunération du chef de l'État et des ministres sera réduite de 30 %.

Pour le pouvoir d'achat, quatre décisions seront prises : l'allocation de rentrée scolaire sera augmentée de 25 %, le prix des carburants sera bloqué pour trois mois,

une caution solidaire sera mise en place pour permettre aux jeunes d'accéder à un logement et l'épargne défiscalisée aura une rémunération supérieure à l'inflation.

Le droit de partir à la retraite à 60 ans, pour les personnes qui ont commencé à travailler à 18 ans et cotisé 41 annuités, sera rétabli. Dans les entreprises publiques, un décret fixera un éventail maximal des rémunérations allant de 1 à 20.

Nos partenaires seront informés des changements d'orientation de la politique française. Au sommet européen des 28 et 29 juin, François Hollande présentera un mémorandum détaillé proposant un Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance pour modifier et compléter le Traité de stabilité et réorienter la construction européenne vers la croissance. Au sommet de l'OTAN il annoncera officiellement, le retrait des troupes françaises d'Afghanistan.



« Tout se fera dans la clarté »

Avec François Hollande, les électeurs savent exactement ce que sera la politique de la France, dans les mois qui suivront l'élection présidentielle. 🇫🇷

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 12/04/2012



Dossier de la semaine
Triste bilan



Vie de la Fédération
Réunions publiques et porte-à-portes



Interview
Un vote important pour l'Europe
Avec Martin Schulz

Votez

S'abstenir le 22 avril, c'est voter Nicolas Sarkozy. Dans cette campagne, le président sortant n'a poursuivi qu'un objectif : mobiliser son électorat en agitant ses peurs et en désignant des bouc-émissaires : les étrangers, les syndicats, la presse. A l'issue d'un quinquennat si catastrophique, il était difficile pour lui de faire autrement.

Mais, il semble que les électeurs de droite soient prêts à revoter pour lui. Pour la gauche, la victoire est à portée de main. Mais à condition que chacun ait bien conscience de l'importance du vote du 22 avril. C'est au premier tour que se joue l'élection. Plus le score de François Hollande sera important, plus il pourra enclencher une dynamique pour le second tour.

Paradoxe européen



« Quelle place pour la France dans la mondialisation ? ». Pour répondre à cette question, Gilbert Le Bris, député et candidat de la 8^e circonscription et sa suppléante, Anne Maréchal, avaient invité le 31 mars Emmanuel Todd, au Coat Ker à Quimperlé, pour une réunion publique qui a rassemblé plus de 200 personnes.

Pour Gilbert Le Bris, la France dispose de nombreux atouts. D'abord, sa démographie, plus dynamique que celle de ses voisins. Ensuite, elle dispose de 11 millions de km² de mer. La francophonie reste encore un élément important pour son rayonnement international. Dans de nombreux secteurs économiques, elle se place parmi les meilleurs, qu'il s'agisse de l'agro-alimentaire, de l'aéronautique, de l'automobile, du nucléaire, du luxe ou de la culture.

Mais, il faut reconnaître que depuis cinq ans, sa place a reculé dans le monde. Depuis 2007, elle a perdu 400 000 emplois industriels et le déficit de sa balance commerciale se détériore chaque mois. Pour Gilbert Le Bris, dette détérioration s'explique par le manque de protections commerciales. « Lorsque l'on arrive en Argentine, il y a trois files d'attente », a-t-il expliqué. « L'une pour les Argentins, l'autre pour les Américains et les Canadiens et une dernière pour tous les autres. » Les USA et le Canada ont pris des mesures contre l'Argentine et donc leurs ressortissants doivent payer une taxe pour entrer dans le pays.

Pour Emmanuel Todd, il est assez simple, pour l'Europe d'agir comme l'Argentine et de se protéger. Or, elle ne le fait pas. Pour le sociologue, il convient d'abord de reposer la question du libre-échange en termes de classes et rappeler qu'elle profite au plus riches. Ensuite, pour expliquer le paradoxe d'une Europe qui ne protège pas ses emplois, il faut faire appel à d'autres sciences que l'économie. Pour Emmanuel Todd, le protectionnisme demande une discipline collective, or, depuis de nombreuses années, les sociétés européennes se caractérisent plutôt par une montée de l'individualisme. Cela peut avoir des conséquences positives. Mais, une société composée d'individus isolés est impressionnable. Elle risque trop facilement de se laisser manipuler par des rhétoriques anxiogènes visant les Musulmans ou la viande halal, par exemple.

Triste bilan

« Son programme ? C'est son bilan, en pire », a déclaré François Hollande, le 4 avril à Rennes, évoquant les propositions que Nicolas Sarkozy devait présenter le lendemain.



« Seules les inégalités ont augmenté »

« Le candidat sortant est au pouvoir depuis dix ans. Il est président depuis cinq ans. C'est long cinq ans, c'est interminable dix ans, et vous voudriez continuer ? »

Le candidat sortant voudrait faire croire aux Français qu'il serait un homme neuf, sans passé, sans passif. Il se vante chaque jour qu'il est le chef de tout - et il aime bien être le chef - chef de l'État, chef de la majorité, chef de parti, chef de famille, chef de clan, chef de caste. Chef de tout, mais jamais responsable de rien », a rappelé le candidat socialiste.

Ce quinquennat ne fut qu'une suite d'échecs comme l'a souligné Jean Mallot, le 2 avril, à Sizun et Landerneau. En particulier, sur les sujets qui intéressent les Français comme l'emploi, le pouvoir d'achat, l'éducation ou la santé. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'UMP cherche à placer le débat sur d'autres terrains et à fuir son bilan. Et, lorsque l'on regarde les chiffres, on comprend.

Sur le front de l'emploi, qui devait être la priorité du candidat sortant, le résultat est affligeant. Si on ne considère que la catégorie A, l'augmentation est de 900 000. Si on tient compte de l'ensemble des nouveaux inscrits à Pôle emploi, elle est de 1,2 million. Pire, avec la loi TEPA, l'État subventionne les heures supplémentaires et décourage les embauches.

« Je serai le président du pouvoir d'achat », avait-il promis. Il a baissé de 0,6 % en 2008 et 0,2 % en 2010. Au cours

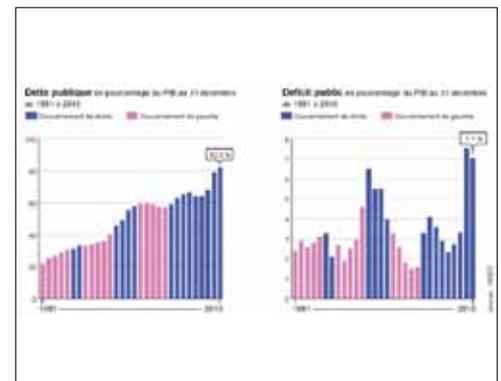
de son quinquennat, aucun coup de pouce au SMIC n'a été accordé.

Nicolas Sarkozy a bien tenté de faire croire qu'il soutiendrait le pouvoir d'achat. Il avait même annoncé une prime de 1 000 euros par salarié. Mais, rapidement, les critères devinrent si contraignants que ces 1 000 euros ont fondu comme neige au soleil et que les plus « chanceux » ont obtenu 10 euros de prime.

En cinq ans, le déficit a augmenté de 500 milliards et les chiffres du commerce extérieur n'ont jamais été aussi mauvais.

Ironique, Jean Mallot, a tout de même trouvé des domaines dans lesquels Nicolas Sarkozy a remporté quelques « succès ». « Il est parvenu à augmenter... les inégalités ». Ainsi, les 0,1 % de ménages les plus riches ont vu leurs revenus progresser de 33 %.

Il a également réussi à faire croire que l'immigration était la cause de nos difficultés alors que les étrangers ne représentent que 8,5 % de la population en France tandis qu'en Grande Bretagne ce taux est de 11,5 % et de 13 % en Allemagne.



Un échec cinglant

Mais sa plus « belle » prouesse a consisté à mettre en place le bouclier fiscal, à le maintenir pendant quatre ans, puis à faire croire qu'il l'avait supprimé. « Sauf, qu'à la place il a réduit l'impôt sur la fortune de 1,8 milliard d'euros. Or, le bouclier fiscal coûtait 700 millions d'euros aux caisses de l'État. Il a donc rendu 1,1 milliard d'euros aux plus riches. Et pour financer cette mesure, il a augmenté la taxe sur les mutuelles de 3,5 à 7 % », a résumé Jean Mallot.

On comprend que l'UMP ne veuille pas évoquer le bilan du candidat sortant, mais il faut que les électeurs sachent bien qu'il poursuivra sur la même ligne : celle de l'échec et de l'accroissement des inégalités. 🗳️

Réunions publiques et porte-à-portes

« Je ne rencontre que des électeurs qui ont un avis tranché sur Nicolas Sarkozy », explique Jean-Jacques Urvoas. « Soit ils l'approuvent, soit ils le rejettent. Et la seconde catégorie est de loin la plus nombreuse », précise le député, candidat aux législatives de la 1^{ère} circonscription.



A la rencontre des électeurs de la 1^{ère} circonscription

nos affiches restent visibles. Ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui.»

De ces rencontres avec les électeurs de Quimper et des cantons de Briec et Fouesnant, Jean-Jacques Urvoas et son équipe tirent quelques enseignements.

Pour la campagne de François Hollande Jean-Jacques Urvoas anime une réunion publique dans chacune des 16 communes de la circonscription. « Nous avons déjà fait ça en 2007, pour présenter le pacte présidentiel de Ségolène Royal », rappelle Jean-Jacques Urvoas. « Nous sommes aussi, depuis le mois de janvier, présents sur les marchés » précise-t-il. « Mais nous sommes en train de chercher des lieux un peu plus inédits comme les abords des boulangeries, le dimanche ou les centres commerciaux. »

Au cours de ces rencontres avec les électeurs, les militants de la 1^{ère} circonscription constatent que l'UMP est bien discrète sur le terrain. « On sent une nette différence avec la campagne de 2007 », constate Jean-Marc Tanguy, directeur de campagne de Jean-Jacques Urvoas. « Il y a cinq ans, la droite était bien plus présente sur les marchés. Et il fallait vraiment se battre pour que

D'abord, que l'abstention ne sera probablement pas aussi élevée qu'on l'annonce, même si la participation n'atteindra sans doute pas le niveau de la Présidentielle de 2007. Si les électeurs de gauche sont certains de leur vote, ils craignent tout de même le côté bonimenteur de Nicolas Sarkozy, prêt à tout pour garder le pouvoir. 🌸

Interview

Un vote important pour l'Europe

Avec Martin Schulz

Martin Schulz, président SPD du parlement européen, était dans le Finistère le 5 avril. A Brest, il a rencontré François Cuillandre, Bernard Poignant et Marc Coatanéa. Avec Marylise Lebranchu et Gwenegon Bui, il a visité la station biologique de Saint-Pol-de-Léon et à Lanmeur, avec Jean-Luc Fichet, il a animé une réunion publique sur l'impact de la présidentielle sur la gauche européenne.

dossiers que j'étudie dans mon bureau de Bruxelles.

Ce n'est qu'en allant à la rencontre des gens qu'on peut se rendre compte de l'immense diversité de l'Europe. L'UE compte 27 pays, composés de multiples régions. En outre, c'est en discutant avec les élus, les chefs d'entreprise ou les responsables associatifs qu'on peut mesurer l'image de l'UE. Ainsi je viens de constater qu'en France, entre le moment où l'Union accorde une subvention et celui où l'État la verse, il peut s'écouler quatre ans !

Cap Finistère : Vous êtes aussi venu dans le Finistère pour soutenir la campagne de François Hollande.

Martin Schulz : Je l'ai fait à la demande de Marylise Lebranchu qui est une amie de longue date, élue de Morlaix, ville jumelée avec ma commune de Würselen. Mais il y a un vrai enjeu pour la gauche européenne. On a deux visions de l'Europe qui s'affrontent, à l'occasion de cette campagne présidentielle. Soit on continue avec le couple « Merkozy »,

qui se caractérise par des décisions unilatérales qui s'imposent aux autres et une austerité généralisée pour l'ensemble des Européens, soit on se tourne vers une politique plus sociale et plus équilibrée, avec François Hollande.

Cap Finistère : L'élection française pourrait avoir d'autres répercussions en Europe ?

Martin Schulz : Bien sûr. Si la France, deuxième pays de l'Union, vote à gauche, en 2013, l'Allemagne et l'Italie pourront suivre son exemple et la politique de l'Union européenne en sera changée.

Je remarque tout de même qu'au début de la campagne, Nicolas Sarkozy annonçait qu'Angela Merkel pourrait tenir des meetings avec lui, mais cette hypothèse ne semble plus être à l'ordre du jour. 🌸



Cap Finistère : Vous rendez-vous fréquemment dans des établissements qui reçoivent des subventions européennes ?

Martin Schulz : Oui, je pense que ça fait partie de mon rôle de président du Parlement européen. Je préfère voir sur place comment est utilisé l'argent de l'union. Ça ne peut pas passer uniquement par les

Agenda

22 avril

8 h 00 à 18 h 00 : Premier tour de l'élection présidentielle (si vous êtes absent pensez aux procurations).
<http://www.procurations2012.fr>

23 avril

12 h 00 : Bureau fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

6 mai

8 h 00 à 18 h 00 : Second tour de l'élection présidentielle (si vous êtes absent pensez aux procurations).
<http://www.procurations2012.fr>

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 952 - Vendredi 13 avril 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

L'action de la Région dans le pays de Brest

Le contrat Région-Pays de Brest, signé en 2006 et renégocié en 2009, arrivera à son terme en 2012. Dans cette perspective, Laurence Fortin, conseillère régionale référente pour ce pays, a réalisé, le vendredi 16 mars, un point d'étape de l'action de la Région et des projets en cours sur ce territoire de 89 communes et 387 060 habitants.

Portant sur une dotation globale de près de 41,7 millions d'euros sur la période 2006-2012, le contrat Région-Pays de Brest s'est, à ce jour, concrétisé par l'attribution d'un montant de plus de 21,1 millions d'euros de subventions, participant ainsi à l'accompagnement de 163 projets sur des thématiques aussi variées que le domaine maritime, la culture, l'accessibilité, la solidarité, le sport ou l'économie.

Parmi les opérations achevées ou en cours, on peut citer l'aménagement du port du Château à Brest, mais aussi la crèche interentreprises de Plouédern ou encore la future salle de sports haute qualité environnementale de Plabennec.

A moins d'un an de la fin du contrat Région-Pays, ce début d'année 2012 est marqué par l'avancement significatif des derniers projets et l'affectation des crédits qui les accompagnent.

Réunions publiques

- **Vendredi 13 avril à 18 h 30 :** Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Pleuven, salle JL Lannurien.

- **Vendredi 13 avril à 20 h 30 :** Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Fouesnant, salle du restaurant scolaire.

- **Vendredi 13 avril à 18 h 00 :** Richard Ferrand et Roger Mellouët en réunion publique sur le projet de François Hollande au Faou, salle Yves Le Nouvel.

- **Lundi 16 avril à 20 h 30 :** Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur la sécurité à Plabennec.

- **Mardi 17 avril à 20 h 00 :** Chantal Guittet, Yohann Nédélec et le MJS en réunion publique sur la place des jeunes dans le programme de François Hollande au Relecq-Kerhuon, à l'Astrolabe.

- **Mardi 17 avril à 20 h 30 :** François Marc, Gilbert Monfort et Michel Loussouarn en réunion publique sur le programme économique et fiscal de François Hollande à Rosporden, à la remise du moulin.

- **Mercredi 18 avril à 18 h 30 :** Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Langolen, salle de la mairie.

- **Mercredi 18 avril, à 20 h 30 :** Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Édem, Espace André Angot.

- **Judi 19 avril de 18 h 00 à 21 h 00 :** concert citoyen, place Gambetta à Pont-l'Abbé.

- **Judi 19 avril à 18 h 00 :** Marylise Lebranchu en meeting fin de campagne de la 4^e circonscription à Sainte-Sève.

- **Judi 19 avril à 20 h 30 :** Richard Ferrand en réunion publique sur le projet de François Hollande à Ouessant, salle polyvalente.

- **Vendredi 20 avril à 18 h 30 :** Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Landrévarzec, salle polyvalente.

- **Vendredi 20 avril à 20 h 30 :** Jean-Jacques Urvoas en réunion publique sur le projet de François Hollande à Bric, salle des mariages.

- **Vendredi 20 avril à 15 h 30 :**



rassemblement convivial autour d'Harlem Désir, Gilbert Le Bris et Nicolas Morvan à l'Avel mad, sur le port de Brigneau, à Moëlan-sur-Mer.

Résistance

À l'occasion du banquet du Front National, en présence de Jean-Marie Le Pen à Port-Launay, le samedi 14 avril, Richard Ferrand invite tous les militant(e)s, sympathisant(e)s et citoyen(ne)s attaché(e)s aux valeurs de la République et de la démocratie à participer à un rassemblement convivial à 12 h 00 au bord du canal sur l'aire de Guily glaz.

Il s'agira pour le candidat socialiste « d'un moment de fraternité face à ceux qui prêchent l'exclusion et la haine ».

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jean-Pierre Saout adhérent de la section cantonale de Saint-Pol-de-Léon.

Nous adressons à sa mère et ses proches nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires

**LCE - CABINET DRONIOU
SELAS D'AVOCAT**

20, quai Commandant Malbert - BP : 51053
29210 BREST CEDEX 2
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

SOLS & TECHNIQUES

SARL au capital de 10 000 euros
Siège social : 13, rue Villeneuve
29200 BREST

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés, en date à BREST le 30 mars 2012, il a été constitué une société aux caractéristiques suivantes :

Dénomination :

SOLS & TECHNIQUES.

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Siège social : 13, rue Villeneuve - 29200 BREST.

Objet : Entreprise générale de revêtements de sols, carrelages et faïence, PVC, moquettes, parquets bois, peinture, résines. La prise de participation par tous moyens, apports, fusions, souscriptions, achats d'actions, de parts sociales, d'obligations et de tous droits sociaux dans toutes sociétés ou entreprises créées ou à créer. La gestion d'un portefeuille de titres de participation.

Capital social : 10 000 euros.

Durée : 50 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Gérants : Monsieur Patrick BIHAN demeurant à BREST (29200) 1, rue Maryse Bastié et Monsieur Jean-Louis MAROT demeurant à SAINT GONDRAN (35630) Le Logis.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

Pour avis,
La Gérance.

C.L.R. JURIS

Société d'Avocats Conseils Associés
Antipolis 2 A, rue du Patis Tatelin
35700 RENNES

FAÇADE OUEST

Société à Responsabilité Limitée
en liquidation
Au capital de 5 000 euros
Pépière d'Entreprises - Aéroport Centre
29600 MORLAIX
530 963 941 RCS BREST

Le 29 février 2012, l'associé unique et seul gérant a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Liquidateur : Monsieur Philippe RUCHON, demeurant 17, rue de Kervoilan - 22700 PERROS-GUIREC, les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif, lui ont été conférés.

Siège de la liquidation : Pépière d'Entreprises, Aéroport Centre - 29600 MORLAIX. C'est à cette adresse que les correspondances devront être envoyées et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Le Liquidateur.

**Ce numéro a été imprimé à
4 800 exemplaires**